



COMPTE-RENDU CONSEIL COMMUNAUTAIRE **DU MERCREDI 29 FEVRIER 2012**

MEMBRES PRESENTS :

AGNIN	MM. MONTEYREMAR, ASTRUC
ANJOU	M. ROZIER, Mme FENOY
AUBERIVES SUR VAREZE	M. RONZEL
BOUGE CHAMBALUD	M. GALERA
CHANAS	MM. GUERRY, MALATRAIT, BOUCHERAND
LA CHAPELLE DE SURIEU	MM. GIRARD, GONTARD
CHEYSSIEU	M. COUTURIER
CLONAS SUR VAREZE	Mme BADIN, M. LONGEAN
PEAGE DE ROUSSILLON	Mme MASSON, MM. GABET, JULLION, CHASSAING, VILLEMAGNE, MARTINEZ.P
LES ROCHES DE CONDRIEU	Mme. DUGUA-MARTINEZ, M. CONTAMIN
ROUSSILLON	M. BERTHOUD, Mmes RICHOUX, XAVIER, MM. BARRIER, BEDIAT, TAALBA, DUMAS
SABLONS	Mme DI BIN
ST ALBAN DU RHONE	MM. JARRET, CHAMBON
ST CLAIR DU RHONE	M. NEMOZ, Mmes DUPENT, GUILLON, MM. MEYRAND, ESSON
SAINT MAURICE L'EXIL	M. CHARVET, Mme HOLT, MM. CHAVANON, MONDANGE, MARTINEZ D.
SAINT PRIM	MM. BARRAUD, GERIN
ST ROMAIN DE SURIEU	MM. MOUCHIROUD, VINCENDON
SALAISE SUR SANNE	MM. CROUAIL, FRAYSSE
SONNAY	MM. GELAS, PRAS
VERNIOZ	M. SCHRICKE

EXCUSES AVEC POUVOIR : Mme BERNARD à M. RONZEL, M. FORCHERON à M. GALERA, Mme DAMIAN à Mme MASSON, Mme DIHL à M. BERTHOUD, M. THOMAS à Mme DI BIN, M. CLOIX à M. CHARVET, M. FABBRI à Mme HOLT, Mme GIRAUD à M. CROUAIL, Mme MEDINA à M. FRAYSSE, M. VIAL à M. BARRIER, M. ROUX à M. SCHRICKE.

EXCUSES : MM. MONIN, MONNET, BONNETON, SATRE, THIVOLLE.

M. Alain BARRIER a été élu secrétaire de séance.

Francis Charvet ouvre la séance du conseil communautaire. Aucune observation n'est formulée sur le compte-rendu de la séance du 14 décembre. Il aborde ensuite les différents points de l'ordre du jour.

1/ Débat d'orientations budgétaires 2012.

- Serge Rault présente les principaux éléments du DOB 2012 à partir d'un document joint au présent compte-rendu. Ce document ne rentre pas dans le détail des comptes qui seront examinés lors du vote du BP 2012. Il donne le réalisé 2011, liste pour 2012 les crédits nécessaires au fonctionnement de l'exercice en cours sur les bases déjà décidées ainsi que les reports d'opérations d'investissement 2011 sur 2012, énumère les principaux projets d'investissements.
- Les points suivants peuvent être notés :
 - Côté recettes de fonctionnement, le montant global estimatif se situe au niveau de 2011. La plupart des comptes sont maintenus au niveau de l'exercice écoulé du fait des inconnues pesant sur les recettes 2012, et sur le niveau des dotations de compensation. Des reports de recettes 2011 sur 2012 sont enregistrés pour le Conservatoire et la participation CAF au fonctionnement des aires d'accueil des gens du voyage. La fermeture pour travaux de la piscine Charly Kirakossian début avril explique la baisse des recettes « centres nautiques ». L'exercice 2011 a perçu le dernier versement du fonds départemental de taxe professionnelle correspondant à l'exercice 2010 ; cette recette a été intégrée par la réforme fiscale dans le produit des contributions directes.
 - Parmi les dépenses de fonctionnement :
 - Une dépense nouvelle de l'ordre de 650 000€ au titre du fonctionnement des Transports du Pays Roussillonnais.
 - L'enveloppe DSC 2011 intégrait une dépense exceptionnelle de 431 000€ au titre du versement 2010 du FDTP qui n'a pas été reportée dans l'enveloppe prévisionnelle 2012 de la DSC. Un point sur lequel le conseil communautaire devra arrêter une position.
 - L'inscription d'un crédit de 405 000€ au titre du fonds de péréquation financé par les collectivités territoriales et mis en place par l'Etat.
 - Un virement à la section d'investissement d'un montant élevé de l'ordre de 3M€.
 - Les crédits reportés d'investissement dégagent un léger excédent (6 100 000€ de recettes pour 5 300 000€ de dépenses). Les recettes prises en compte pour 2012 (9 929 700€) se limitent aux fonds propres de la CCPR : autofinancement, FCTVA, recettes compensatrices des travaux effectués pour le compte des communes. Les principales dépenses recensées sont engagées sur la voirie (6 800 000€), la rénovation de la piscine Charly Kirakossian (1 700 000€), les parkings de la gare St Clair-Les Roches (1 300 000€). Le financement des opérations d'investissement nécessitera un emprunt de l'ordre de 4 000 000€.
- Plusieurs interventions sont faites par des élus :
 - Alain Barrier propose, au vu des capacités financières de la CCPR, de conserver dans l'enveloppe de la DSC 2012 la dotation exceptionnelle versée en 2011.
 - Vincent Couturier évoque les projets d'installation de vidéosurveillance et de « grande déchetterie » du sud de la CCPR qui ne sont pas cités dans les projets 2012.
 - Mireille Richoux relève les délais nécessaires pour l'obtention des autorisations nécessaires à l'installation de la vidéosurveillance. Les investissements ne sont par ailleurs pas élevés ce qui ne soulèverait pas de difficulté particulière pour leur financement sur 2012.
 - Pour le projet de nouvelle déchetterie, Mireille Richoux rappelle que la principale difficulté consiste à trouver un site. Le seul emplacement envisageable se trouve sur

les terrains de la ZIP. Daniel Rigaud, Président du syndicat mixte en charge de la ZIP, précise qu'il a donné des orientations très claires pour trouver un terrain d'implantation sur la ZIP tout en excluant l'emplacement envisagé à côté de Thor. La fermeture de la déchetterie de Sablons, du fait des travaux de création d'un nouveau passage sous la voie ferrée, est également évoquée ; le coût élevé de création d'un accès à la déchetterie qui n'aurait qu'une utilité temporaire justifie encore plus une réalisation rapide de la nouvelle déchetterie.

- Patrick Barraud précise que l'opération quai base de loisirs de Sablons correspond à un fond de concours prévu depuis plusieurs années dans le cadre du contrat global de développement Rhône Pluriel et n'a donc pas été évoqué en commission Tourisme.
- Josiane Xavier évoque les projets de signalétique touristique. Francis Charvet rappelle que nous n'en sommes qu'au stade de l'étude.
- Francis Charvet clôt le débat sur les orientations budgétaires en précisant que ces différents points seront repris lors de l'examen du BP 2012.

2/ Schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI).

Francis Charvet rappelle que le Préfet de l'Isère a intégré la prescription de fusion de la CCPR et de la CAPV au sein du SDCI. Il a également pris acte du caractère forcé d'une telle décision en différant à fin 2012 l'engagement de la procédure de fusion. Le Bureau propose au conseil communautaire de rappeler, au vu de ces derniers éléments, la position du conseil communautaire, par le vote d'une délibération dont le projet de texte était joint à la note de synthèse de cette séance : pas de discussion sur les modalités d'une fusion mais volonté de débattre avec le pays viennois et les territoires voisins sur les développements possibles de nos coopérations. Une rencontre est ainsi programmée entre des délégués des 2 intercommunalités début mars.

- Patrick Bédiaat s'interroge sur l'intérêt de prendre une nouvelle délibération sur ce sujet. Il rappelle que la loi sur l'intercommunalité est un mauvais texte sur le fond et qu'il faut l'abroger. On doit gérer la coopération au-delà du cercle qu'on envisage actuellement. Il importe que notre Communauté de Communes soit plus présente à l'extérieur ; il regrette ainsi notre absence dans les structures qui sont intervenues lors de la réunion sur le Nord-Isère.

Francis Charvet note que la CCPR est de plus en plus présente au niveau de notre grand bassin de vie. Il évoque notamment le rôle de notre intercommunalité dans le GPRA Rhône-Alpes ou au sein de l'entente TRIDAN.

- Vincent Couturier relève que le texte de la délibération est conforme aux positions régulièrement émises par la CCPR. Il s'interroge sur l'objet des discussions avec Vienn'Agglo et rappelle l'idée de mise en place de groupes de travail thématiques. Francis Charvet confirme que les points de discussions sont bien clairs pour la CCPR : il ne s'agit pas de partir sur des études ayant pour objet de définir les modalités d'une fusion mais de travailler sur des thématiques pouvant être également partagées avec les autres territoires concernés.
- Mireille Richoux évoque la capacité de nos EPCI à mener des politiques de territoire. Christine Masson relève que des décisions seront prises à des niveaux de territoire plus importants notamment dans le cadre du pôle métropolitain. Elle cite la position d'Alain Cottalorda, Président de la CAPI, qui a dit lors de la dernière CDCI que les EPCI qui voudront intégrer le pôle métropolitain ne pourront le faire qu'avec l'accord unanime des 4 territoires qui le composent ; de plus les logiques territoriales ressortant des SDCI primeront sur l'adhésion au pôle métropolitain, ce qui empêcherait donc l'adhésion directe de la CCPR du fait de la prescription de fusion avec Vienn'Agglo. Francis Charvet met en avant les fortes réticences émises par la Région vis-à-vis du pôle métropolitain. La Région a ainsi dit qu'elle prendrait la tête du syndicat mixte des Transports.

Daniel Rigaud précise que l'interprétation d'Alain Cottalorda n'est pas celle du Conseil Général qui a rendu un avis très précis en « prenant acte » de la création du pôle métropolitain et en lui demandant de prendre en compte divers impératifs notamment l'existence des « territoires interstitiels » non représentés au sein du G4. Il a par la suite été clairement précisé pour notre secteur que la CCPR devrait être associée à la discussion sans être contraint à la fusion avec Vienn'Agglo.

Christine Masson note qu'au niveau économique, il serait difficile pour le pôle métropolitain de traiter de tels sujets sans prendre en compte le GPRA de la ZIP Salaise-Sablons.

- Jackie Crouail note que l'intercommunalité est déjà un millefeuille qu'il ne faut pas rallonger à outrance.
- Didier Gerin évoque les mouvements de fusion qui ont touché les Chambres de Commerce et d'Industrie ; aujourd'hui, on revient à des CCI de territoire. Il apparaît en fait que les grandes structures métropolitaines sont surtout des grandes idées. Il importe par contre d'être en permanence en contact avec les instances régionales.
- A l'issue de ce débat, le conseil communautaire unanime adopte la délibération donnant sa position sur l'évolution de l'intercommunalité en pays roussillonnais (document joint au présent compte-rendu).

3/ Groupes de travail - Commissions communautaires.

3-1 Groupes de travail évolution des compétences

- Francis Charvet expose que le conseil communautaire est appelé à mettre en place les 14 groupes de travail « évolution des compétences de la CCPR ». Il en rappelle les principales caractéristiques :

- Groupes de travail ouverts aux élus municipaux non délégués communautaires.
- Nombre de membres non limité.
- Objet des groupes de travail limité à la question de l'évolution des compétences.
- L'animateur de chaque groupe de travail sera un délégué communautaire, étant précisé que cette fonction revient naturellement au vice-président délégué pour les groupes de travail constitués à partir des commissions existantes.

Il précise également que la plupart des élus n'ont pas précisé s'ils optaient pour le groupe de travail enfance ou jeunesse ou les deux.

- Vincent Couturier propose de modifier la dénomination des groupes de travail en parlant non pas de groupes de travail sur l'évolution des compétences mais de groupes de travail sur l'évolution des compétences et des champs d'action de la CCPR afin de conserver des domaines d'intervention aux communes. Cette proposition ne fait l'objet d'aucune objection du conseil communautaire.

- Patrick Bédiaat propose d'interroger les délégués qui n'ont pas indiqué leur choix vis-à-vis des commissions enfance et jeunesse afin de pouvoir arrêter la composition de chacune de ces 2 commissions. Cette demande sera faite aux 22 communes de la CCPR.

- André Mondange rappelle la nécessité pour la CCPR de ne pas prendre l'intégralité d'une compétence afin de ne pas vider les communes de tout leur contenu. Il ne faut pas aller plus vite que la loi. Il rappelle aussi la position d'André Vallini en 2009 lors du débat sur la réforme territoriale au cours duquel il se prononçait pour la disparition des communes et des départements. Francis Charvet note que la position d'André Vallini a évolué au cours de ces dernières années.

Le conseil communautaire unanime complète et adopte la composition des groupes de travail (document annexé au compte-rendu).

3-2 Commissions communautaires

Francis Charvet rappelle la proposition d'ouverture des commissions communautaires faite lors du bureau du 11 janvier dernier :

« Pour l'activité classique d'une commission (hors évolution des compétences de la CCPR), il n'est pas souhaitable de dépasser un chiffre de 25 à 30 membres par commission pour des raisons d'efficacité de travail ; il apparaît pas ailleurs utile d'améliorer l'action des commissions en permettant l'entrée de nouveaux élus qui ne soient pas délégués communautaires. Il est donc proposé que chaque commune ait un siège de droit, celui-ci pouvant être occupé par un élu non communautaire, ce qui permettrait d'une part aux communes n'ayant qu'un nombre limité de délégués au conseil communautaire d'être représentées dans chaque commission, et d'autre part d'intégrer dans une commission un élu municipal non délégué communautaire mais plus spécialement intéressé par les sujets traités. Le conseil communautaire unanime adopte cette position de principe.

4/ Voirie.

Gabriel Girard présente les différents dossiers de la voirie communautaire.

4-1 Programme voirie 2012

La commission voirie, dans sa réunion du 6 février, a approuvé le programme de travaux intégrés dans le marché d'investissement 2012. Le coût prévisionnel estimatif s'élève à 3 592 305€ H.T. : 1 358 275€ de renouvellement de bouches de roulement et 2 234 030€ de travaux de sécurité.

Le conseil communautaire unanime approuve ce programme dont le détail est joint au présent compte-rendu.

4-2 Aménagement carrefour du Colombier Saint Maurice l'Exil – Parking cars collège Frédéric Mistral :

Approbation programme – Lancement marchés – Convention de groupement de commandes – Demande de subventions.

- Ce projet intègre 2 éléments : le remplacement du carrefour à feux par un giratoire à 4 branches bidirectionnelles et une 5^{ème} branche à sens unique pour l'accès au parking cars de ce collège.

- Ce programme fait l'objet d'un projet de convention de groupement de commandes puisque la commune de Saint Maurice l'Exil prend en charge l'éclairage public et le traitement des eaux pluviales du giratoire. La CCPR sera le coordinateur du groupement.

- Le coût estimatif des travaux du giratoire s'élève à 460 000€ H.T. : 265 000€ pour la CCPR et 195 000€ pour la commune de Saint Maurice l'Exil. Le Département de l'Isère finance les travaux d'enrobé d'un coût estimatif de 60 000€ H.T.
- L'aménagement du parking cars, d'un coût de 150 000€ H.T., est entièrement à la charge de la CCPR.

- Le conseil communautaire, à l'unanimité moins 1 abstention, approuve ce programme, le lancement des marchés de travaux, la convention de groupement de commandes. Les crédits budgétaires seront inscrits au BP 2012.

- Le conseil communautaire unanime approuve la demande de subvention auprès du Conseil Général au titre des opérations de sécurité et renforcement pour un montant estimatif de travaux de 610 000€ H.T.

5/ Subventions.

Francis Charvet présente les demandes de subventions soumises au vote du conseil communautaire.

5-1 Acomptes sur subventions 2012.

Le vote des subventions intervient traditionnellement au cours du 2nd trimestre de l'année civile. Il est proposé, afin de ne pas pénaliser le fonctionnement de certains organismes, de voter les acomptes sur subventions suivants qui pourront être débloqués en fonction des demandes :

- | | |
|------------------|----------|
| • Maison de Pays | 60 000 € |
| • MIJIR | 40 000 € |
| • APRESS | 6 000 € |

• Trait d'Union	10 000 €
• Mutuelles de France (mutuelle du personnel)	10 000 €
• MGP (Prévoyance personnel)	4 000 €
• Amicale du personnel	2 000 €
• MNT (Mutuelle Nationale Territoriale)	2 000 €
• MNT Prévoyance	2 000 €

5-2 Subvention Mobil'Service.

L'association Mobil'Service est amenée à prolonger le contrat de travail de son chauffeur, qui doit être repris par les courriers Rhodaniens, jusqu'à l'obtention de son permis de transport en commun. Une subvention exceptionnelle de 7 000€ est demandée.

Le Bureau propose au conseil communautaire d'y apporter une réponse favorable.

5-3 PREVENIR : opération cueillette des haricots.

- L'association de prévention spécialisée PREV.EN.IR a initié avec l'association « au fil des légumes » une opération de cueillette de haricots sur la période juillet - août. Chaque semaine, 5 jeunes accompagnés par la prévention spécialisée ont travaillé dans le cadre d'un contrat d'usage conclu avec l'association intermédiaire IDEAL. 29 jeunes ont bénéficié de ce chantier qui a représenté un total de 619 heures de travail. Le bilan éducatif s'est avéré très positif. Au plan financier, la CCPR est sollicitée pour une subvention exceptionnelle de 3 000€.

Le Bureau propose au conseil communautaire d'y apporter une réponse favorable.

- Patrick Bediat relève qu'il est gênant de revenir sur divers dossiers liés à l'activité d'une même association ; il serait préférable que la réflexion en amont soit plus approfondie afin de n'avoir qu'un seul vote.
 - Mireille Richoux s'interroge sur les débouchés des haricots cueillis dans le cadre de cette opération. Alain Gelas répond qu'ils ont été vendus à des prix plus faibles du fait de la surproduction enregistrée l'été passé, d'où le déficit de cette opération.
 - Gilles Ronzel précise que l'association RECOLTER s'emploie à vendre ces haricots.
- Le conseil communautaire unanime vote ces différentes subventions.

6/ Aires d'accueil des gens du voyage.

6-1 Aire de grand passage : demande de DUP et de mise en conformité du POS de Roussillon.

Marcel Berthouard expose que cette opération s'intègre dans la mise en application du schéma départemental d'accueil des gens du voyage.

La réalisation de cette aire, située sur la commune de Roussillon, impose d'avoir la maîtrise foncière des terrains. Les emprises totales du projet sont de l'ordre de 19 315 m² permettant l'accueil d'une centaine de caravanes; il est nécessaire d'acquérir 16 326 m². Le montant estimatif de l'opération s'établit à 570 749€ H.T.

Le conseil communautaire unanime autorise le Président de la CCPR à :

- demander au Préfet la déclaration d'utilité publique du projet,
- demander à cet effet au Préfet le lancement des procédures d'enquêtes publiques préalables conjointes,
- si les terrains utiles à l'opération ne peuvent être acquis à l'amiable, lancer une procédure d'expropriation et demander, à cet effet, au Préfet la déclaration de cessibilité de terrains utiles à l'aménagement et le lancement de l'enquête parcellaire,
- ester en justice, devant tous les degrés de juridictions, tant administratives que judiciaire, et se faire assister de tout conseil si nécessaire.

6-2 Acquisition foncière.

Marcel Berthouard expose que la commune du Péage de Roussillon est propriétaire des parcelles AV 192-193-194-195, d'une surface totale de 6 447 m², situées chemin des Crozes, sur lesquelles il est prévu de réaliser la 4^{ème} aire d'accueil des gens du voyage de la CCPR.

Il est proposé de conclure ces acquisitions au prix de 30 000€ sur la base de l'avis de France Domaine du 29 septembre 2011.

Le conseil communautaire, unanime moins 1 abstention, donne son accord.

7/ Aqualône : délégation de service public.

- Francis Charvet rappelle que, par contrat en date du 1^{er} octobre 2007, la commune de Saint Maurice l'Exil a conclu avec la société La Financière Sport et Loisir, une convention de délégation de service public pour une durée de cinq ans pour l'exploitation du centre nautique Aqualône. Le contrat a été transféré à la SARL NEMESIS, société créée localement et dédiée à la gestion du centre.

Le centre nautique étant reconnu d'intérêt communautaire depuis le 1^{er} février 2009, l'équipement a fait l'objet d'un procès-verbal de mise à disposition au bénéfice de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais.

La convention qui s'achevait initialement le 13 octobre 2012 a fait l'objet d'un avenant de prolongation jusqu'au 31 décembre 2012 afin de permettre le démarrage d'un nouveau contrat sur une nouvelle année civile.

La convention arrivant par conséquent à échéance le 31 décembre 2012, il est proposé au conseil communautaire de se prononcer sur le principe du renouvellement de la délégation de service public dans les conditions fixées par le rapport joint à la note de synthèse de cette séance.

- Francis Charvet rappelle qu'il s'agirait de la 3^{ème} DSP et note le très bon fonctionnement d'Aqualône qui vient d'accueillir son 700 000^{ème} visiteur en activité piscine.

- Patrick Bédiat évoque l'article du rapport envisageant le versement par la CCPR au délégataire d'une subvention de fonctionnement destinée à compenser les contraintes de service public. Il est répondu que cette rédaction est plus dure pour le délégataire que le texte précédent puisqu'il devra justifier précisément sa nécessité.

- Josiane Xavier demande si une commission consultative de délégation de service public devra être mise en place ; ce point sera vérifié.

- Le conseil communautaire unanime approuve le principe de délégation de service public pour l'exploitation du centre nautique Aqualône sur les bases présentées et demande au Président d'engager les procédures de publicité et mise en concurrence.

8/ Tourisme.

Patrick Barraud présente les 2 dossiers du conseil communautaire consacrés au tourisme.

8.1/ Demande d'accompagnement Mairie Conseils.

- Mairie Conseils propose une démarche d'accompagnement aux territoires pour les aider dans leur mise en tourisme. L'apport de Mairie Conseil – gratuit – est d'ordre méthodologique (animation de groupe, outils) : il permet d'accompagner la collectivité dans une démarche qui nécessite une implication collective des élus. Des soirées d'animation collective sont organisées : repérage des potentiels ; état des lieux intercommunal et connaissance des clientèles ; exploration des images et des identités locales ; jeu de construction des offres touristiques valorisant les identités, pour certaines en associant les représentants professionnels locaux.

Cette démarche doit permettre une définition partagée et appropriée des potentiels touristiques du territoire. La commission tourisme souhaite initier cette démarche sur le Pays Roussillonnais, ce qui permettrait de dynamiser la mise en œuvre de notre programme touristique, tout en créant les conditions d'une mobilisation, d'une appropriation, et d'une communauté de vue et d'un travail en commun entre élus et partenaires privés.

Au total, cette démarche dure 6 mois. Il est proposé de la mettre en place sur le premier semestre 2012. La volonté de la CCPR de s'engager dans cette démarche doit être formalisée par une délibération. Le Bureau propose au conseil communautaire de suivre cette proposition de la Commission Tourisme.

- Mireille Richoux relève le caractère collectif de cette démarche ainsi que le caractère interactif de ces journées de travail.

Le conseil communautaire unanime approuve cette demande d'accompagnement par Mairie Conseils.

8.2/ Label bistrots de pays.

- Le label bistrots de pays distingue des établissements situés dans les communes rurales, relais d'information touristique, valorisant les produits locaux, et organisant des animations locales. Ce sont des cafés avec restauration et/ou multiservices.

Une fois labellisés, les établissements bénéficient de formation et de communication, et créent un réseau. Ce projet aurait une plus-value économique à double titre : soutien aux commerces dans les communes rurales, développement de la clientèle liée au tourisme.

Sur la CCPR, sur 15 communes qui ont moins de 2 000 habitants, le potentiel théorique est de 9 établissements (dernière licence IV sur 9 communes). Sur 6 autres communes qui ont plusieurs licences IV, l'éligibilité au label ne pourra être que dérogatoire. La mise en place effective du label sur un établissement dépendra à la fois de sa propre volonté et également de sa situation vis-à-vis du cahier des charges.

- Ce projet sera porté par la CCI Nord Isère. La CCI engage la phase de lancement du projet sur deux territoires test : le Pays Roussillonnais, et les Vals du Dauphiné. L'objectif serait de parvenir à 5 établissements labellisés dans chacun des deux territoires test, avec une mise en place effective du réseau au printemps 2013.

La phase de lancement correspond à : l'intervention sur place de la Fédération nationale des Bistrots de Pays, la mise en place de formations collectives, la création d'outils de communication. Son coût prévisionnel s'élève à 70 400€TTC dont un montant maximum de 8 776€ à la charge de la CCPR.

Le conseil communautaire unanime donne son accord à l'engagement de la CCPR dans le projet des bistrots de pays comme territoire test aux côtés de la CCI.

9/ Economie : acquisition foncière.

- Le conseil communautaire unanime, après présentation par Jackie Crouail, autorise l'acquisition de la parcelle AC 907, d'une surface de 7 214 m², située sur la zone économique Rhône-Varèze, propriété de l'AFIPAEIM, au prix de 72 000€, conforme à l'avis de France Domaine du 18 mars 2011.

- Jackie Crouail évoque 2 autres points :

- Nécessité d'engager un dossier de DUP sur la partie nord de Plein Sud conformément aux positions déjà émises
- Réunion publique à Salaise pour 2 nouveaux investissements sur la plateforme chimique et rencontre avec le directeur d'Osiris pour évoquer les nouveaux projets d'installation.

10/ Personnel communautaire : création de postes.

Le conseil communautaire unanime, après présentation par Francis Charvet, décide la création de :

- ❖ Un poste à temps complet d'adjoint administratif 2nde classe (service accueil). L'agent précédemment nommé sur ce poste a été affecté à une autre fonction.
- ❖ Un poste médecin 2^{ème} classe à temps incomplet pour le CPEF : 11h15 / semaine au lieu de 8h15. Cette hausse de 3h est motivée par la hausse d'activité du CPEF.

11/ Mission d'insertion professionnelle des bénéficiaires du RMI-RSA : Convention avec le département de l'Isère.

Le conseil communautaire unanime approuve le renouvellement pour l'année 2012 de la convention liant la CCPR au département de l'Isère et ayant pour objet la mission d'insertion d'objectifs, de moyens, de résultats. Le département de l'Isère a apporté en 2011 un

financement de 16 480€ au titre de la participation de la CCPR à la mise en œuvre de la mission d'insertion professionnelle.

12/ Environnement : convention de lutte contre l'ambroisie.

- Mireille Richoux propose au conseil communautaire d'autoriser la signature avec la chambre d'agriculture de l'Isère d'une convention de lutte contre l'ambroisie sur les terres agricoles du pays roussillonnais pour l'année 2012. Cette convention a un triple objectif : promouvoir la lutte contre l'ambroisie sur les terres agricoles, suivre la progression de l'ambroisie sur les terres agricoles, poursuivre la structuration d'un réseau de veille actif. Le coût de cette convention est de 10 732.71€ TTC.

- Cette question fait l'objet de plusieurs interventions :

- Vincent Couturier trouve le montant de cette participation élevé par rapport aux tâches confiées à la Chambre d'Agriculture. Il aurait préféré que cette démarche soit confiée à un réseau d'insertion. Mireille Richoux précise que cette convention avec la Chambre d'Agriculture s'explique par la volonté d'harmoniser ce qui se passe déjà avec d'autres territoires. Elle évoque également les difficultés de santé (allergies) pour les personnes appelées à intervenir dans ce dossier. Vincent Couturier précise que cette question ne se pose pas puisqu'il ne s'agit que d'un repérage à une période ne présentant pas de danger de santé.
- Gilles Ronzel partage l'avis de Vincent Couturier et trouve trop élevée la prestation faite par la Chambre d'Agriculture.
- Damien Martinez estime préférable de reporter la discussion sur cette question. Patrick Bediat partage cet avis et pense que les crédits proposés pour cette mission pourraient avoir une autre destination.
- Mireille Richoux précise que ce dossier a déjà été examiné par la commission environnement ; il ne faut pas condamner la Chambre d'Agriculture avant d'avoir 1 ou 2 ans de recul. Il est par ailleurs trop tard pour mettre en place un chantier d'insertion.
- Josiane Xavier aurait souhaité que cette convention soit plus complète. On fait du coup par coup ce qui est insuffisant. Il faudrait une évaluation, une cartographie, une rotation des cultures.

- La convention avec la Chambre d'Agriculture est adoptée par 39 voix pour – 8 contre – 15 abstentions.

13/ TPR : Tarifs des titres de transports.

- Christine Masson rappelle que les tarifs des titres de transports du réseau TPR ont été approuvés par délibération du 14 décembre 2011. Suite à l'évolution des taux de TVA, il est proposé que les tarifs validés soient les prix de vente TTC :

- Ticket unitaire : 1€
- Création Carte TPR : 2€
- Rechargement Carte TPR 10 trajets : 7€
- Rechargement Carte TPR abonnement mensuel : 20€

- Patrick Bediat rappelle sa proposition d'élargir la gratuité des TPR aux demandeurs de droit d'asile, aux personnes déboutées de leur demande de droit d'asile, aux personnes placées dans des hébergements d'urgence. Il pense que ces situations de gratuité avaient été votées par le conseil communautaire.

Christine Masson répond que ces situations avaient été évoquées mais non votées. Patrick Bediat demande que ces propositions de gratuité soient soumises au vote de ce conseil communautaire ou soumises à la réflexion préalable de la Commission Transport. Francis Charvet propose de retenir cette seconde option.

- Mireille Richoux évoque la situation des personnes en attente de réponse sur leurs dossiers ASPA (Allocation de Solidarité des Personnes Agées). Les personnes titulaires de l'ASPA ont déjà la gratuité des transports.

- Le conseil communautaire unanime décide que les tarifs des TPR votés le 14 décembre 2011 sont des tarifs TTC.

14/ Parking gare Saint Clair du Rhône – Les Roches de Condrieu : subvention CDDRA.

Francis Charvet expose que cette opération d'aménagement est éligible au CDDRA Rhône Pluriel au titre de l'action « aménagement des abords des gares SNCF ».

Le coût de l'opération est estimé à 1 260 700€ H.T. Le montant de la dépense subventionnable atteint 415 700€ H.T. L'aide maximale du Conseil Régional s'établit à 30% de cette somme soit 124 710€. Le conseil communautaire unanime décide de solliciter cette aide régionale.

L'ordre du jour épuisé, Francis Charvet clôt la séance du conseil communautaire.

Le Président
F. CHARVET